

UNIVERSITE D'ETE - RAMATUELLE

Intervention de Pierre Mauroy

4 Septembre 1991

Mes chers Camarades,

Nous débattons au coeur de l'actualité. Au moment où le séisme politique qui secoue l'URSS ouvre des perspectives "historiques". Cette situation, parce qu'elle appelle des réponses qui engagent l'avenir, réclame sang-froid et détermination.

Le Parti Socialiste a immédiatement condamné le coup d'Etat et dénoncé ce putsch à contre-courant de l'histoire. Il a affirmé son soutien à tous ceux qui défendaient en ces heures décisives la démocratie et les libertés. C'est vrai de Gorbatchev, dont nous avons appuyé tout au long de ces dernières années la politique de perestroïka. C'est vrai d'Eltsine qui en catalysant les énergies populaires a été l'artisan de l'échec du coup d'Etat.

Quand la démocratie est capable de mettre dans le même camp le stratège et le héros, inévitablement, face à l'Histoire, elle ne peut que gagner. Mais pour combien de temps, c'est évidemment une question.

Cette analyse, notre Bureau Exécutif l'a faite immédiatement. Il s'est montré unanime. Un Comité Directeur, la semaine dernière, a permis une première réflexion sur une phase d'histoire qui se déroule encore sous nos yeux.

Loin de succomber à je ne sais quel spleen ou à une forme d'angoisse, nous devons, sans nous précipiter, tirer la leçon des événements. Non les Socialistes ne sont pas déboussolés comme certains, prenant leurs désirs pour des réalités, veulent bien l'affirmer. Notre boussole, d'ailleurs, n'était pas pointée vers l'Est. Mais il est évident que, dans un monde qui change, il faut être capable de fixer rapidement les caps nouveaux. C'est ce à quoi nous devons nous employer.

Que devons-nous faire ? Poursuivre l'analyse, bien sûr, et cette université d'été l'a largement fait. Mais aussi procéder à une vérification historique de ce que nous sommes, nous Socialistes, et de là où nous voulons aller. Ce qui suppose de parler ici programme, stratégie, et décisions politiques en conséquence.

Auparavant, retrouvons ensemble au moins une certitude : la Droite française même, face à l'événement, reste la même, toujours la même, semblable à elle-même jusqu'à la caricature.

Le festival de Cabourg a surpassé en matière de fantasmagorie celui d'Avoriaz. Mais il est un moment où le florilège des petites phrases telles que la Presse nous les a décrites dépasse le film noir jusqu'à tomber dans les "Précieuses ridicules".

Que l'anti-communisme tienne lieu de politique à la Droite, nous le savions. Que la convivialité entre ses chefs ne soit pas au mieux, nous le pressentions. C'est manifestement le cercle des gens qui ne se retrouvent jamais. De là à oublier, en partance vers Moscou, l'ancien Président de la République sur le quai de la gare, c'est beaucoup ! Sans doute Léotard et Chirac souhaitaient-ils ainsi faire comprendre à Giscard d'Estaing qu'il devait se résigner à n'être que le passager clandestin des prochaines primaires.

Roland Dumas l'a dit ici même excellemment : la France n'a pas d'opposition digne d'elle. Quelle image Gérard Longuet croit-il donner à l'étranger en indiquant que, comme Cuba, la France est gouvernée avec et grâce au Parti communiste ! Sans doute de tels arguments prévalaient jadis au mouvement "Occident" . Mais est-ce digne d'un homme qui a occupé des fonctions ministérielles et qui, sans doute, y prétend encore ?

Comment Charles Millon, parlant du Président de la République, peut-il le qualifier - je cite : "d'homme qui n'a toujours rien compris, et qui a trompé la France pendant des décennies". En tout cas il y a quelque chose que François Mitterrand a bien compris, c'est le moyen de battre la Droite et d'assumer ses responsabilités au long de deux septennats. C'est une performance, qui jusqu'ici leur a échappé, à ceux qui bombent le torse et relèvent le menton.

Quant à François Léotard, lui était-il nécessaire de réfléchir aussi longtemps, dans une semie-retraite, pour en sortir, jamais en retard d'un excès, jusqu'à oser affirmer que régulièrement François Mitterrand fait des appels du pied à Le Pen ! Serait-il lui aussi gagné par la maladie de saison, l'augmentation de la tension artérielle ! Tout de même !

De tels excès ne sont naturellement pas les fruits d'un agacement passager. Ils correspondent à une volonté délibérée, sans doute contrariée au moment de la guerre du Golfe, de s'en prendre à un Président de la République dont l'action internationale depuis dix ans est largement reconnue. Une campagne contre le Président de la République était engagée avant le conflit du Golfe. Elle a été provisoirement mise de côté pour rebondir aujourd'hui. Tout sera utilisé pour l'alimenter en permanence, quotidiennement. Que la droite sache qu'en prenant ainsi le risque d'allumer des feux de paille en une telle période, elle prend aussi un risque d'embrasement au seul profit des extrémistes. Qu'elle sache aussi que nous sommes là pour riposter, contre-attaquer et jusqu'à l'emporter.

Comment la droite peut-elle nous faire un procès en collaboration? Le Président du Conseil, qui s'envolait, toutes affaires cessantes, en 1944, vers Moscou, c'était le Général De Gaulle. Et l'interlocuteur s'appelait Staline. Devions-nous le lui reprocher, alors que la géopolitique de la France commandait précisément ce type de dialogue d'Etat à Etat ? Devons-nous reprocher à tous les présidents d'avoir favorisé les échanges de tous ordres avec l'Union Soviétique ?

Mais celui qui obtenait le soutien, en 1974 comme en 1981, de l'ambassadeur d'URSS, dans la campagne présidentielle, c'était Giscard d'Estaing.

Celui qui, jusque sous les lambris du Kremlin, soutenait Sakharov, c'était François Mitterrand. Celui qui imposait, à des chefs d'Etats européens réticents, l'implantation des Pershings face aux SS 20 c'était François Mitterrand. De grâce, que la droite cesse de réécrire l'Histoire au seul usage de l'alphabétisation de ses propres militants.

Ce procès est trop mesquin pour être à la hauteur des événements !

Quant à l'extrême droite, démagogue et raciste, qui orchestre une campagne contre les intellectuels de Gauche, elle oublie bien trop facilement les dictatures qu'elle a soutenues, de l'Espagne au Chili. On peut fustiger les poèmes de Neruda, mais c'était tout de même Pinochet qui tenait le fusil !

Quand on reprend l'histoire, il faut la reprendre à l'endroit et non à l'envers

Nous n'avons pas , d'ailleurs à répondre à une polémique bien inférieure à ce que réclame l'Histoire. La Droite s' imagine pouvoir entraîner les socialistes dans la chute du communisme.Elle se trompe et nous sommes là pour relever le défi.

*

* *

L'analyse d'abord. Il est évident que l'événement à moins surpris les Socialistes que bien d'autres. Jamais nous n'avons considéré le communisme comme l'empire de l'immuable. Au contraire, nous en avons analysé les contradictions, les sursauts, la pente inévitable qui le menait au déclin économique et à la restriction des libertés. Que l'on relise nos textes !

Dès 1920 à Tours, Blum faisait précisément des questions de la liberté et de la démocratie le terrain fondamental de la rupture avec Cachin. Le parti unique, la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique, l'économie dirigée, telles étaient déjà les options fondamentales que nous refusions.

La SFIO s'est affirmée dans cette immense confrontation. Ces mêmes questions, nous devons les retrouver lors de l'actualisation du programme commun et de la rupture de 1977. Le communisme meurt aujourd'hui des principes mêmes que nous contestions depuis son origine.

Jamais, dans nos relations avec l'URSS, la cohérence de notre politique ne s'est démentie. Nous avons soutenu Gorbatchev parce qu'il représentait l'unique chance de l'évolution du système. Un système qui, malgré l'appareillage démocratique et vermoulu que l'ère Brejnev avait maintenu jusqu'à la caricature, pouvait perdurer pendant plusieurs décennies.

Mais à quel prix ! Celui de la terreur, mes chers Camarades. Que l'on réfléchisse un instant sur ce que la perestroïka et Gorbatchev - que la droite a voulu marginalisé - ont évité au monde.

Rappelez-vous, à la mort de Brejnev, c'est Andropov qui lui succède pour une certaine ouverture. Il souhaitera même Gorbatchev pour lui succéder. Mais le PC fait un autre choix. Il désignera Tchernenko, un conservateur et choisira surtout le terrain de la confrontation internationale : c'est l'affaire des SS 20, à laquelle François Mitterrand s'oppose, en convaincant ses partenaires européens d'accueillir les pershings.

Cette fermeté paiera. Et c'est finalement Gorbatchev qui l'emportera lors de la succession de Tchernenko. Le communisme, nous l'avons pris certainement comme il était. Et nous avons agi concrètement pour le faire évoluer. Voilà ce que la Droite appelle la fausse direction de la France.

Gorbatchev ne s'y est pas trompé. Le 29 septembre 1987, alors qu'il était à la croisée des chemins, en opposition à Ligatchev, recevant une délégation française, il réapparaît après une longue absence - déjà - vous vous souvenez tous de cette scène qui a été souvent diffusée par la télévision, et le dialogue extraordinaire que j'ai eu avec lui.

Ce que l'on sait moins, c'est que je ne conduisais pas la délégation du groupe France-URSS, et que Roland Leroy avait bien des titres à nouer lui-même ce dialogue avec Gorbatchev. Dans l'entretien privé qu'il m'accordait ensuite, Gorbatchev m'a dit avoir choisi de faire un clin d'oeil à la France, et particulièrement aux Socialistes. C'était le signe qu'il adressait ainsi à François Mitterrand, le chef d'Etat qui, dans le monde, appuyait le mieux sa politique et n'a cessé de le faire.

On connaît la suite. Gorbatchev va rester sous surveillance des conservateurs. Malgré cela, l'extraordinaire mouvement de libéralisation va se poursuivre dans les pays de l'Est, avec la chute du mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne.

Progressivement, Gorbatchev va éteindre un à un les foyers de la contestation. Puis ce fut le sur-place, les tentatives de remise en cause de la perestroïka et finalement ce putsch dérisoire. Mais dans le même temps, la libéralisation avait favorisé l'émergence d'une société civile. Et c'est elle qui, en définitive, l'emporte.

Boris Elstine a sorti le peuple russe de sa peur. Le grand peuple n'en finira pas d'agir.

Le coup d'Etat, en donnant la parole au peuple, a, paradoxalement, accéléré jusqu'à l'emballement, les évolutions qu'il prétendait interdire.

Pour autant, l'Histoire se poursuit. L'URSS vient de faire une formidable avancée sur le terrain de la démocratie. Mais le reste, tout le reste, est devant. Une formule de fédéralisme se dessine, la démocratie peut trouver dans ce mouvement le meilleur comme le pire. Quant au développement économique, il n'existe nulle part de recette miracle. Comment appuyer un effort sur des structures économiques qui n'existent pas encore ?

C'est dire combien l'évolution de l'Est doit être au coeur des préoccupations de l'Europe.....

Elle doit aussi être au coeur de nos préoccupations de démocrates. C'est d'un projet politique que, de toutes façons, l'URSS aura besoin, au delà de la conquête de sa démocratie. Aujourd'hui, la société de consommation constitue un miroir aux alouettes, dont ces populations qui espèrent tant n'entrevoient que les dimensions positives.

Mais qu'en sera-t-il demain, lorsqu'ils s'apercevront que le capitalisme trouve aussi sa force en creusant les inégalités, en marginalisant une partie de la société et en abandonnant le Tiers-Monde ?

Voilà mes chers Camarades, ce qui est en question aussi, et qui ne s'accommode pas du simplisme des polémiques. Je ne crois pas au retour du communisme mais je suis convaincu que ces peuples peuvent trouver dans une social-démocratie la réponse à leur avenir.

Il est évident que l'effondrement du communisme appelle en France un débat politique. Pour nous Socialistes, il s'agit d'un débat stratégique.

Entendons-nous, il est dérisoire de la part de la Droite de vouloir faire l'amalgame entre socialisme et communisme. J'ai déjà parlé de Léon Blum et du Congrès de Tours. Dès 1971, à la création du Parti Socialiste, nous avons écarté l'idée même d'un débat idéologique avec le communisme, en raison précisément de la distance insurmontable qui nous séparait de lui.

Depuis 1920, le socialisme s'oppose au communisme. Nous n'avons jamais cru à la moindre rencontre possible sur le terrain des idées. Notre histoire est celle d'une compétition. Les socialistes ayant toujours considéré que l'objectif final de leur action était le rassemblement de la gauche tout entière.

Ce rassemblement s'est exprimé tantôt sous forme de programme, tantôt sous forme d'accords électoraux. Mais toujours avec la conscience de l'antagonisme irréductible qui nous distinguait. C'est à cette lutte que l'Histoire vient désormais de donner un sens.

Pour autant, nous ne devons pas relâcher la pression sur le Parti Communiste. S'il n'évolue pas, il disparaîtra dans les dix ans qui viennent.

Notre stratégie, en définitive, doit rester la même. Celle du rassemblement de la gauche. Pour se donner la base nécessaire à une transformation sociale, pour rester le Parti de la liberté contre l'injustice. Pour devenir le grand parti de la classe moyenne, des intellectuels, des cadres mais aussi des pauvres, des oubliés.

Ce combat c'est celui des Socialistes partout dans le monde. Partout dans le monde où une gauche rassemblée fait face à la droite. C'est vrai en Allemagne avec le SPD. C'est vrai en Grande-Bretagne avec les Travaillistes. C'est vrai en Espagne avec le PSOE. D'une manière différente, c'est vrai en Italie avec un parti socialiste, mais aussi avec un parti communiste qui a su évoluer.

Il est étonnant que la droite, du même coup, fasse fi des principes de la démocratie, et veuille se retrouver seule sur l'échiquier politique. A moins qu'elle ne considère que le débat Chirac-Giscard suffit à occuper tout le terrain de la démocratie.

Il y a bien longtemps que le rassemblement ne passe plus principalement par les négociations d'appareils. Il y a bien longtemps que nous avons pris en compte les refus du Parti Communiste d'évoluer, son incapacité à considérer son immobilisme comme la cause de sa dégringolade électorale.

Et lorsque, il y a quelques mois, j'ai tenté de convaincre Georges Marchais d'apporter un plus large soutien à la politique gouvernementale et d'accepter un mode de scrutin susceptible de rassembler la gauche, vous savez bien que ce fut en pure perte. Encore fallait-il le tenter.

Le PC ne changera pas, n'entretenez aucune illusion, et nous en avons la confirmation aujourd'hui encore avec son Comité Central. Il s'effondrera. Mais faisons en sorte qu'il n'emporte pas dans sa ruine la Gauche tout entière. C'est ce que la Droite voudrait. Les Socialistes ont d'autres idées.

Rassembler la gauche, c'est créer les conditions pour convaincre ceux qui avaient donné leur adhésion au communisme. Soyons conscients aussi que l'on n'effacera pas d'un trait de plume les convictions de millions de nos concitoyens. Le communisme disparu, il reste encore des communistes, tout au moins, une culture communiste. L'un des enjeux essentiels est désormais de les convaincre et non de les dénoncer à une sorte de vindicte politique.

La grande majorité des militants communistes avait fondé son adhésion au PC sur des convictions très simples. Combien d'entre eux ignoraient ce qu'était le léninisme ? Combien d'entre eux ne connaissaient la situation de l'URSS qu'au travers de l'image préfabriquée par leur direction ?

Pour eux le communisme c'était la fidélité à une histoire, à une classe, à un métier. C'était la lutte contre l'injustice, c'était la volonté de mieux vivre, c'était l'identification aux grandes luttes ouvrières. C'est le sentiment d'appartenir à un parti révolutionnaire.

Cet idéal, dans ses fondements sinon dans son expression, était proche de celui de la grande majorité des militants socialistes, plus réformateurs que révolutionnaires.

Comment ne pas respecter ces femmes et ces hommes qui ont fait preuve d'un dévouement et d'un désintéressement remarquables ? Comment ne pas comprendre leur désarroi, qu'ils vivent ainsi au fil des années ?

Ce désarroi peut se transformer demain en colère et en rejet. Déjà une partie de cet électorat est allée à l'extrême droite. Il peut aussi venir sur nos valeurs, et renouer avec l'Histoire du mouvement ouvrier, détourné pendant près d'un siècle par l'hérésie communiste.

Voilà pourquoi nous souhaitons faire partager le souci du rassemblement à gauche à tous ceux qui, aujourd'hui, doutent que le parti de Georges Marchais puisse apporter des réponses à la hauteur des exigences de l'heure.

Voilà pourquoi j'en appelle devant vous, après ce Comité Central qui débute par une conclusion refermant le débat, à tous ceux qui ont placé leur espérance dans la Gauche. J'en appelle à ses élus, dont certains ont déjà fait connaître leur désaccord et leur insatisfaction.. Ces élus sont aussi élus avec nos voix. Je leur dit aujourd'hui que c'est eux qui, en raison de la défection de l'appareil communiste, deviennent les véritables garants du rassemblement. Telle est leur immense responsabilité. Je ne doute pas qu'ils sauront l'assumer. Le moment venu, nous n'hésiterons pas à nous adresser à eux.

*

* *

Nous sommes, mes chers Camarades, ici, les premiers Socialistes, depuis 70 ans, à vivre dans un monde - tout au moins sur un continent - où le communisme n'existe plus. C'est à nous d'occuper cet espace immense. C'est à nous désormais de porter l'espoir de la Gauche tout entière.

Notre défi, l'enjeu supérieur de notre action, réside dans notre capacité à affirmer un socialisme qui réponde aux préoccupations des Français de la fin de ce siècle.

La pertinence d'une doctrine se mesure à sa capacité d'évolution. Sans doute avons-nous déjà pris du retard. Depuis deux ans, je n'ai cessé de réclamer le débat idéologique. Nous aurions dû l'avoir à Rennes, plutôt que de nous déchirer en querelles de chapelles.

Il est vrai que nous avons adopté une nouvelle déclaration de principes. Désormais la grande occasion est celle du Projet. Voilà pourquoi j'ai voulu lui donner la plus grande solennité possible. Celle d'un congrès.

Ce Projet, nous devons lui imprimer trois mouvements : celui des libertés, celui du progrès social, celui de l'internationalisme.

Le mouvement des libertés ne s'applique pas au seul domaine de l'international. Notre capacité à approfondir, voire à critiquer, l'organisation de notre modèle démocratique, importe tout particulièrement. Or, la France aujourd'hui donne, comme d'autres démocraties, l'exemple de l'abstentionnisme et des signes d'un certain malaise. Paradoxe extraordinaire : alors que les peuples luttent pour leur démocratie, nous n'avons de cesse que de mettre en cause le rôle de la représentation parlementaire. Même parmi nos rangs, la confiance envers les élus se perd.

La politique ne retrouvera sa vigueur que si elle retrouve sa dimension morale. Le Parti Socialiste a été sali, ceci n'était pas le fait du hasard. Nous avons reçu dans l'affaire Urba-Conseil une blessure d'autant plus injuste que nous avons, en l'absence de loi, créé les conditions d'une transparence, en tout cas, notre système de financement limitait les risques d'enrichissement personnel.

Il y a des dommages qui ont été commis, qui ne touchent pas le seul Parti Socialiste, mais la politique en général. La Droite joue avec le feu en contribuant à se discréditer. Or, on sait bien à qui profite ce type de situation. La montée de Le Pen en constitue le pur produit.

Les Socialistes ont souhaité, depuis le début, une clarification de la situation. Ils ont souhaité la création d'une commission d'enquête qui rendra son rapport d'ici à la fin de l'année. J'ajouterai, aujourd'hui même, une nouvelle proposition. La loi sur le financement des partis politiques impose à nos parlementaires le dépôt auprès d'une commission de leur patrimoine, à l'issue de chaque législature. Je souhaite que ce système soit rendu plus contraignant, qu'il s'agisse d'une véritable publication au Journal Officiel. Et ce, en milieu et en fin de législature. Un amendement de cette nature avait d'ailleurs été déposé par le Groupe Socialiste. Il avait été refusé par Jacques Chirac.

Je suis aussi partisan, au delà de la limitation des mandats, de la fixation d'un plafond des indemnités servies à un même élu.

Quant au mode de scrutin, quelle formation politique en France peut prétendre être totalement satisfaite de notre système ? S'agissant des élections locales, seules les élections municipales ont vu la mise en place d'un mode de scrutin nouveau lors de la loi de décentralisation.

Ce système qui permet de représenter les minorités tout en assurant une majorité cohérente, qui concilie donc efficacité et représentativité, donne, je le crois, satisfaction à tout le monde.

Quelle meilleure preuve que de lire dans une proposition de loi proposée il ya deux ans par Messieurs Giraud et Chaban-Delmas l'application du système municipal à l'élection régionale. Cela même que les Socialistes ne cessent de réclamer depuis deux ans.

De même le scrutin cantonal n'a pas suivi l'évolution démographique. Chacun en convient. Et de Monsieur Giscard d'Estaing à Monsieur Longuet, c'est une profusion de propositions dont chacune est estimable mais qui resteront nécessairement lettre morte si les formations démocratiques n'assument pas la responsabilité d'une réflexion sur les modes de scrutin.

Je proposerai tout à l'heure, au Bureau Exécutif du Parti Socialiste de prendre l'initiative d'écrire à chacune de ces formations représentées au Parlement, afin de leur proposer une concertation d'ensemble sur les modes de scrutins locaux. Etant entendu que nous acceptons une application des réformes au-delà des scrutins de Mars 1992. J'escompte sur ces points une réponse des formations de l'opposition. A moins de considérer qu'elles sont frileuses au point de ne pas vouloir discuter au-delà de la prochaine réforme électorale.

J'ajoute qu'au-delà des élections locales nous devrions réfléchir sur les conséquences d'un mode de scrutin aux élections législatives qui, à l'heure actuelle, écarte de la représentation nationale plus d'un tiers de l'opinion publique. Non point qu'il s'agisse de retourner à l'élection proportionnelle, le scrutin d'arrondissement est entré dans nos mentalités.

Le second mouvement, mes chers Camarades, est celui du progrès social. La rigueur économique est une condition nécessaire. Elle n'est pas suffisante. Il serait dangereux, même dans le discours, de confondre les moyens et les fins. Nous n'avons pas à nous complaire dans un débat sur les marges de manoeuvre.

L'art du gouvernement n'est-il pas, précisément, d'en gérer les variations, sachant qu'il est trop facile de laisser croire que d'autres politiques économiques seraient possibles. J'ai vécu moi-même ce débat en 1983. Je sais quelles sont les contraintes qui pèsent sur un pays comme la France : poids de l'endettement, risque d'inflation, taux d'intérêts.

La question de fond posée aux socialistes s'exprime simplement : tout en acceptant les règles du marché qui s'imposent à nous, sommes-nous capables à la différence du capitalisme, de combattre les conséquences de ces règles : la marginalisation d'une partie de la société, la captation des pouvoirs, des informations et de la culture par une minorité, l'enlisement du Tiers-Monde. Sommes-nous, par exemple, capables de recréer des espaces de vie dans les banlieues, en remettant en cause l'urbanisme des années 60, cause principale de la montée des tensions urbaines ?

Le bilan que nous avons à présenter à l'opinion est exceptionnel. Nous n'avons pas à rougir de ces dix dernières années. Nous avons réussi d'importantes transformations de structures tout en assurant le maintien des grands équilibres.

La Droite hurle d'autant plus fort qu'elle est précisément tout à fait incapable de trouver dans notre bilan de réels angles d'attaque.

La volonté industrielle exprimée par Edith Cresson représente la nouvelle frontière de notre politique. Elle répond à la perspective de 1993 et à la mondialisation de l'économie. Elle est la seule capable de créer une dynamique de création d'emplois.

Je vois avec stupéfaction la Droite chercher à nous opposer à nous-mêmes. Au bout de dix ans nous en sommes naturellement à faire évoluer des réformes que nous avons nous mêmes initiées. C'est le mouvement naturel des choses.

Ainsi du secteur public. La société d'économie mixte constitue un atout pour la France. Pour autant, pourquoi nous interdire les évolutions. L'ouverture aux actionnaires privés du capital de nos entreprises publiques ne remet en cause ni leur nationalisation ni leur vocation de fer de lance de notre industrie.

Les nationalisations ont correspondu d'abord à la prise en compte d'une ambition industrielle. Dans la plupart des cas, les objectifs ont été atteints. Il est donc naturel que les Socialistes s'interrogent sur l'ampleur et la configuration de ce secteur public..

Cette priorité industrielle est le fondement de notre politique de l'emploi. Nous avons fait le choix d'un mode de développement qui n'est pas fondé sur l'abaissement du coût du travail, mais sur la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée et à revenus élevés.

Pour autant, nous ne devons pas nous interdire d'aller au-delà sur le traitement social du chômage. Je souhaite que le Projet soit le cadre de nouvelles et ambitieuses propositions.

Le troisième mouvement est celui de l'internationalisme. Les progrès de la démocratie ne sont pas nécessairement synonymes de progrès de la sécurité collective. Un monde plus divers est aussi un monde plus instable. Nous constatons, avec l'émergence de nationalités, la menace du fractionnement d'Etats.

C'est à nous, Socialistes, de dénoncer l'aggravation des inégalités entre le Nord et le Sud. Le capitalisme porte en lui-même d'immenses déséquilibres. Et le Tiers-Monde, même dirigé par des équipes démocratiques, reste un brulôt.

Après Mendès-France, François Mitterrand affirma sa volonté de voir réduire le déséquilibre dans le commerce des matières premières, ou le poids de la dette.

Je souhaite qu'à partir de ces exemples, les Socialistes aient à coeur d'affirmer des objectifs ambitieux. Faute de quoi, l'Europe subira la pression des millions de migrants qui n'ont d'autre choix que la famine ou la clandestinité.

Le désarmement représente la chance immense de cette décennie. Alors pas de tabou aussi en matière de défense. Ne soyons pas à notre tour les conservateurs d'un ordre ancien. Il y a une réflexion sur notre stratégie de défense à mener d'urgence. Chaque Etat doit faire son examen de conscience.

Nous devons nous convaincre aussi que dans l'Europe unie telle qu'elle existe, la défense collective ne peut procéder d'une série de choix individuels au sein des Etats.

Mes chers Camarades, nous allons, dans les mois qui viennent, retrouver chacun de ces mouvements dans notre réflexion sur le Projet. Ce Projet nous saurons l'élaborer collectivement, et en débattre. Mais nous devons surtout mettre en ordre un Parti capable de le porter.

Quel Parti ? Depuis dix ans dans sa ligne comme dans son organisation, le PS s'est rapproché des autres partis européens. Au point sans doute que nous devons maintenant nous interroger sur notre référence à la social-démocratie.

Je souhaite que, sur ce point, le débat soit complètement ouvert. Ce qui nous distingue de la social-démocratie européenne repose moins sur les objectifs - nous avons fait notre Bad Godesberg - que sur une forme d'organisation. Certes le Parti s'est doté d'instruments collectifs, comme la Fondation Jean Jaurès ou le Centre Condorcet qui organise cette Université d'été. Mais nous n'avons pas, c'est vrai, le support de syndicats forts.

La recomposition syndicale n'est pas notre affaire. En revanche, il nous appartient sans doute de mieux formuler les règles du jeu. A cet égard, nous devrions réfléchir à la réforme des modes d'élection aux élections sociales. Régler le problème des élections de la Sécurité Sociale. Redonner une plus grande représentativité aux délégués élus dans l'entreprise.

La social-démocratie est elle-même confrontée à la nécessité de renouvellement et d'évolution. Elle n'est ni une panacée ni un modèle politique. Mais elle constitue l'expression la plus authentique de notre socialisme.

L'essentiel c'est les forces sociales sur lesquelles nous nous appuyons. L'après-communisme transforme considérablement les données du jeu politique français.

Sachons aussi que ce souci d'occuper l'espace libéré par le Parti Communiste ne suffira pas à nous assurer la victoire. Depuis plusieurs mois nous avons le souci d'organiser la majorité présidentielle, et de laisser se créer à notre droite une formation du centre, incarnée par France-Unie.

Mais surtout, il y a au moins un point sur lequel je suis d'accord avec Valéry Giscard d'Estaing : une élection n'est jamais jouée d'avance. La suite défend de nous. De notre cohésion, de notre unité. A l'appui que nous savons apporter au Président de la République. A notre capacité à servir le socialisme. Le socialisme, maître de l'heure. Cela dépend de nous et de nous seuls.